

New Deal Mobile : est-ce vraiment la fin de la fracture numérique ?

Dans une interview exclusive pour Maddyness en mai 2021, Emmanuel Macron évoquait l'importance d'une start-up nation étendue à l'ensemble du territoire. Un futur possible à condition de faire disparaître la fracture numérique du pays. Pour répondre à l'enjeu, un New Deal Mobile a été décrété en 2018 par le gouvernement. Il a permis la densification des réseaux 4G et de la fibre dans les zones les plus reculées.

Temps de lecture : minute

23 août 2022

Ce mardi 23 août, le département du Cantal reçoit la visite de Jean-Noël Barrot, ministre délégué chargé de la Transition numérique et des Télécommunications et de Dominique Faure, secrétaire d'État auprès du ministre de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires, chargée de la Ruralité. Ce déplacement estival a lieu dans le cadre du Plan France Très Haut Débit (PFTHD) et du programme New Deal Mobile, chargés d'améliorer la couverture numérique des territoires, notamment ruraux.

Signé en 2018 entre le Gouvernement et les opérateurs, le New Deal Mobile a reçu plus de 3 milliards d'euros d'investissement afin de résorber la fracture numérique qui divise le pays.

Au titre de ce plan, chaque opérateur a l'obligation de déployer 5 000 nouveaux sites mobiles d'ici 2026, à raison de 600 à 800 sites par an, en construisant de nouveaux pylônes dans les zones arrêtées par les

pouvoirs publics. Le Gouvernement a fait le choix de s'appuyer sur les collectivités territoriales, qui sont les plus à même d'apprécier la réalité effective de la couverture mobile sur le terrain, pour identifier les zones à équiper en priorité. Sur cette base, le Gouvernement prend des arrêtés qui obligent les opérateurs à construire les équipements dans un délai maximal de deux ans.

Depuis cet accord historique, le taux de couverture 4G en France est désormais passé de 45% en 2018 à 76% mi 2021, pour atteindre 97% au premier trimestre 2021. D'ici la fin de l'année 2022, 100% du territoire - même les "zones blanches-centres bourgs" où l'on ne capte jamais ou mal - devrait avoir accès au très haut débit mobile, selon l'ARCEP, le "gendarme" des télécoms. Concernant la couverture PFTHD, l'objectif d'une France 100% Fibre en 2025 va de pair avec l'essor du télétravail et l'ambition d'un pays qui décentralise la French Tech. Les chiffres rapportés par le JDD sont d'ailleurs encourageants : la moitié des entreprises labellisées French Tech par Bercy sont aujourd'hui implantées en dehors de Paris et de l'Île-de-France.

La 5G - pas au détriment de la 4G...

2021 aura également été l'année de la montée en puissance des hauts débits mobiles, notamment avec l'ouverture de la 5G dans les grandes villes en France. L'Arcep avait prévenu : les fréquences de la 5G doivent permettre d'améliorer la couverture mobile 4G. Dans l'hexagone, la 5G comptait fin 2021 3 millions de clients, selon l'Arcep, le régulateur des télécoms. Soit 4 % des forfaits mobiles. Ce chiffre progresse rapidement. Orange par exemple assure que 25 % de ses clients mobiles sont passés en 5G.

Au-delà des opportunités de développement économique et d'attractivité en région, " le numérique est devenu primordial pour l'ensemble des Français, encore plus avec la crise du COVID-19. L'accès au numérique

pour tous doit permettre de combattre le sentiment d'isolement vécu dans de nombreuses zones blanches et permettre à tous un meilleur accès aux services" soulignait Jacqueline Gourault, ex-ministre de la Cohésion des territoires et des Relations avec les collectivités territoriales.

Le New Deal Mobile parmi les leviers du plan de relance

La couverture haut-débit permet de développer l'activité et la compétitivité des entreprises et salariés : indépendants, startups, PME, grands groupes, dans les grandes villes comme dans les plus petites communes. D'une part, cela amène de l'emploi dans des zones jusqu'alors reculées mais offre également un gain de productivité dans l'échange rapide de données à grande échelle, le stockage externe de ces données, " le cloud computing ", la fluidité des interfaces audio et vidéo pour le travail collaboratif, le télétravail ou les visioconférences. Nombreux sont les salariés post crise sanitaire à évoquer l'envie de s'installer en zone rurale : le raccordement à la fibre optique participe donc à l'attractivité des territoires.

Le New Deal Mobile a aussi pour objectif de lutter contre un phénomène plus discret, l'illectronisme, intrinsèquement lié à la fracture numérique. Cette exclusion numérique sociale, territoriale et générationnelle concernerait 13 millions de Français. Et contre toute attente, elle ne touche pas seulement les personnes âgées. Selon l'INSEE, un jeune Français sur six éprouverait des difficultés à utiliser des logiciels de bureautique comme le traitement texte ou la recherche d'emploi. Un sur cinq n'arriverait pas à remplir les formulaires en ligne des administrations.

Avec ces zones blanches et grises en moins, le New Deal Mobile ouvre de multiples perspectives pour les commerces et entreprises qui cherchent à

créer de l'attractivité dans les zones rurales. Sans oublier que l'État soutient l'émergence de startups en région qui créent de l'emploi et participent à la cohésion territoriale.

Article écrit par Mathilde de Cessole